

■ Une belle occasion

Lyon, Nantes, Bordeaux,... plusieurs grandes villes françaises possèdent leur musée de l'imprimerie. Première région graphique, ou une des toutes premières, après Paris, le Nord-Pas-de-Calais, riche encore de pape-tiers, d'imprimeurs, voire d'éditeurs, n'avait aucun lieu de mémoire consacré à cette imprimerie.

édito

Depuis quelques mois s'est ouvert à Wambrechies, grâce à la ténacité d'un ancien imprimeur, qui a collecté pendant des années des outils et des machines avant qu'ils ne passent à la casse, un « espace » centré sur le livre et la typographie (cf. notre article p. 8). Animé par quelques passionnés, ce lieu mène un vrai projet pédagogique avec démonstrations et ateliers notamment en direction des scolaires. Chacun peut composer sa ligne de plomb, quitter l'espace avec une gravure imprimée par une reproduction de la presse de Gutenberg. L'espace se veut ouvert aux historiens et aux chercheurs grâce à une belle bibliothèque. Le propos, tout entier tourné vers la mise en valeur de l'écrit et du livre en particulier, n'est en rien nostalgique. Optimiste, le créateur de cet espace voit dans internet une nouvelle opportunité pour l'écrit et prend soin de l'expliquer à tous ceux qui franchissent la porte de la capitainerie de Wambrechies.

Et pourtant ! Comment ne pas regretter que l'effort de cet homme, réaliste mais plein d'enthousiasme, n'ait pas été mieux relayé ? Le temps a rogné bien des ambitions. Cet espace ne devrait être qu'une étape et non un aboutissement. Des pièces maîtresses de l'histoire de l'imprimerie, patiemment collectées et aujourd'hui endormies dans un entrepôt, mériteraient d'être présentées. Elles ne le seront probablement jamais, si rien n'est fait.

A l'heure, où la région joue la carte du tourisme, de la culture, les collectivités territoriales s'honoreraient à apporter leur aide à la sauvegarde de ce patrimoine industriel. Ce serait attristant de manquer une si belle occasion.

J.-P. V.

Liberté : de la Grand-Place à la rue de Lannoy

Il y a cinquante ans, en mai 1956, les salariés du journal Liberté quittent la Grand-Place de Lille pour rejoindre leur imprimerie 113, rue de Lannoy, dans le quartier de Fives. Le quotidien d'opinion y sera édité jusqu'à sa liquidation judiciaire en 1992.



En mai 1956, le quotidien *Liberté* célèbre son arrivée rue de Lannoy. L'inauguration de l'imprimerie a attiré plusieurs milliers de personnes.

« C'était un quartier vivant où des milliers d'ouvriers travaillaient. C'était quelque chose », raconte Elie Maléri, qui fut photographe au quotidien *Liberté*. « Au début, nous n'avions pas de laboratoire photo. Nous avons dû installer une chambre noire de fortune », souligne Marcel Deccuber, 82 ans, un autre photographe. La fibre journalistique des militants communistes vibre encore à l'évocation de cette illustre page de la presse lilloise. En ce début mai 1956, le lancement en fanfare de la nouvelle imprimerie de *Liberté* n'a pas donné la priorité au service photo. En revanche, l'outil industriel est prêt à servir le Parti... *Liberté* s'installait rue de Lannoy à Fives après une longue cohabitation avec *La Voix du Nord*. Ironie de l'histoire, le déménagement du journal au logo au marteau et à la faucille fut en partie subventionné par la « presse bourgeoise » !

Liberté: de la Grand-Place à la rue de Lannoy

■ Les années « Grand-Place »

Beaucoup de Nordistes l'ignorent. *Liberté* a écrit son nom pendant près de douze années sur la Grand-Place de Lille, rebaptisée en septembre 1944 place du Général de Gaulle. À cette époque, les lettres rouges du titre communiste s'étalent alors sur le long balcon du premier étage de l'actuel immeuble de *La Voix du Nord*. Le journal *Liberté* et le *Nord Libre*, le quotidien du Front national, le mouvement de résistance d'inspiration communiste, occupent les deux premiers étages. La rédaction de *La Voix du Nord*, qui a repris une grande partie de celle du *Grand Écho du Nord de la France*, est logée au 3^e niveau.

À la Libération, la prise de contrôle des moyens d'informations est une priorité pour le gouvernement provisoire de la République. Les locaux du *Grand Écho du Nord de la France*, le quotidien régional qui trône sur la Grand-Place, font l'objet d'une sourde bataille entre gaullistes et communistes. La mainmise sur le plus puissant média lillois est en jeu.

Au nom de la stabilité de la région et de la peur d'une insurrection populaire orchestrée par les communistes, un pacte est scellé entre plusieurs hommes: Jean Dubar, l'ancien patron du *Grand Écho du Nord*, Jules Houcke, dernier chef autoproclamé du mouvement de résistance Voix du Nord, Jean Catrice, délégué régional à l'information, et Francis-Louis Closon, le futur commissaire de la République.

Le titre *La Voix du Nord* remplace *Le Grand Écho du Nord* qui lui offre son personnel et son premier rédacteur en chef et directeur, Léon Chadé, un ancien journaliste de l'agence Havas, ami de Maurice Schumann et proche de Jean Dubar. Le journal issu de la clandestinité est donc absorbé par le titre collaborationniste.

De leur côté, les communistes parviennent à former une équipe sous la direction de Pierre Delon, qui fut secrétaire général de *L'Humanité* de 1932 à 1938, et Louis Lallemand, alors responsable interrégional du PCF qui choisit le titre de *Liberté*¹. Mais les moyens financiers

et humains dont ils disposent sont insuffisants pour prendre la suprématie sur *La Voix du Nord*, «*L'Écho de la Voix*» comme l'appellent les communistes.

Liberté édite son premier numéro le 5 septembre 1944 sous-titré «*ex-Enchaîné Nord-Pas-de-Calais*». Il se place dans la succession du journal communiste *L'Enchaîné* interdit en septembre 1939 après la signature du pacte germano-soviétique.

Le journal est imprimé à 50 000 exemplaires – en même temps que les titres des quotidiens *Le Nord Libre* et *La Voix du Nord* – par des ouvriers du *Grand Écho du Nord de la France*, titre définitivement supprimé lors de son procès en novembre 1945.

Il faut attendre la loi Defferre de juin

chargée de gérer le personnel ouvrier, le matériel et une partie des locaux de l'ancien *Écho*. Pourtant à Lille, le délégué régional de cette société de service public n'est autre que Jacques Talpaert, ancien membre de la direction technique du *Grand Écho du Nord de la France*.

La cohabitation idéologique demeure difficile. Après la guerre d'Indochine, ce sera la guerre d'Algérie. Les conflits vont émailler ces années de plomb entre le titre proche des milieux économiques et celui qui incarne la voix du Parti.

Pour assurer une paix durable entre les deux titres mais aussi la protection du patrimoine des dirigeants du *Grand Écho du Nord*, l'État concède des avantages exorbitants résultant d'une situa-

tion juridique complexe. *La Voix du Nord* et *Liberté* ne paient pas de loyers d'occupation à la SNEP² qui n'est juridiquement pas gestionnaire provisoire des locaux qu'occupent ces deux journaux... La loi De Moustier votée le 2 août 1954 va marquer la fin de cet imbroglio. Elle prévoit la suppression de la SNEP – un gouffre financier sur le plan national – et l'indemnisation des journaux supprimés à la Libération dont le patrimoine n'a pas été confisqué. C'est le cas d'une des sociétés du *Grand Écho* qui est légalement propriétaire du siège de l'immeuble de la Grand-Place. Le règlement des affaires de gros sous de la presse se déroule l'année où l'abbé Pierre déclenche son insurrection de la bonté. L'affaire fait les gros titres tandis que personne ne s'intéresse à cette transaction qui a lieu entre *La Voix du Nord* et *Liberté*. *La Voix* verse début 1955 une somme de 60 millions de francs³ au quotidien communiste pour accélérer son départ.



Une des dix-neuf linotypes dont le quotidien *Liberté* est devenu propriétaire.

1946 sur la dévolution des biens de la presse collaborationniste pour trouver une situation moins ubuesque. Cette loi nationalise provisoirement les moyens d'impression dans l'attente de la fin des procès de «la presse pourrie» qui a offert ses colonnes à Vichy et à l'Allemagne! La Société nationale des entreprises de presse (SNEP) est créée. *Liberté* est imprimé par la SNEP qui est

■ Les années « Lannoy »

Le projet de construction d'une imprimerie est envisagé depuis plusieurs années. Mais *Liberté* connaît des difficultés financières. «S'il a pu traverser 1953, c'est que les deux souscriptions qu'il lança avec l'aide du Parti, l'an dernier, recueillirent dans le peuple le total imposant de 17 millions de francs»,

Liberté : de la Grand-Place à la rue de Lannoy

rappelle Arthur Ramette, directeur politique du journal, le 23 mars 1954.

Le journal n'a pas d'argent. Il entretient une répulsion idéologique pour la publicité commerciale. Le journal préfère refuser une publicité plutôt que de couper les discours des dirigeants du Parti. En outre, les relations avec «La Voix des patrons» sont détestables.

Le rêve de liberté prend forme à Fives dans d'anciens locaux industriels situés 113, rue de Lannoy à l'angle de la rue des Montagnards. Ce site, resté célèbre dans les annales de la ville, est l'emplacement de la ferme dite de «Louis XIV» dont une agence immobilière conserve encore aujourd'hui le souvenir sur la façade⁴. À cet endroit, le Roi-Soleil aurait séjourné plusieurs jours lors du siège de Lille en août 1667.

Trois siècles plus tard, la rue est industrielle. Les bâtiments ont été achetés à la société Laroche-Lechat, propriétaire d'une usine

de fabrication de courroies située juste en face 90, rue de Lannoy, où se trouve aujourd'hui le supermarché Leclerc. L'entreprise de courroies avait créé ces vastes ateliers en juin 1920.

Au début des années 50, les locaux désaffectés servent déjà de garages automobiles à la société d'éditions du journal *Liberté* qui y entpose également du matériel.

En mai 1955, René Lemaire, gérant de *Liberté*, dépose une demande de permis de construire à la mairie de Lille. Les locaux d'une surface totale d'environ 3000 m² doivent être aménagés par deux architectes lillois, MM. Fauchille et Vantghem. L'imprimerie du journal communiste s'installe en plein cœur d'un quartier ouvrier, population qui constitue l'essentiel de son lectorat.

Le déménagement du journal est largement anticipé par les fédérations du Nord et du Pas-de-Calais du Parti communiste qui ont lancé une vaste souscription à l'occasion du 10^e anniversaire de la fondation du titre. En dix ans d'existence, ce n'est pas le premier appel à la générosité lancé auprès des lecteurs-militants. Cette fois, il s'agit



L'imprimerie comprend notamment cinq rotatives qui provenaient de l'ancien *Écho du Nord*.

« que *Liberté* ait son imprimerie », « une imprimerie exclusivement au service de la paix », écrit le journal le 4 décembre 1954. « *Liberté* n'a pu résister que grâce à l'aide constante, au soutien vigilant des masses laborieuses », écrit le journal le 26 décembre 1954 à l'occasion du lancement d'une nouvelle souscription. Cette collecte de fonds doit rapporter 20 MF, espère le comité central de la région Nord-Pas-de-Calais⁵.

Le 22 janvier 1956, *Liberté* présente dans ses colonnes sa « nouvelle imprimerie » et son « nouvel immeuble » en plein travaux. Le journal consacre une page et plusieurs photos à ce projet industriel justifié par la lutte des classes. « Les avantages de cette solution étaient indiscutables : doter notre journal d'une imprimerie moderne, c'était donner à notre Parti une arme redoutable pour sa lutte contre le capitalisme ; c'était en outre la perspective pour *Liberté* de frais généraux moins élevés. Mais ce n'était certes pas la solution de facilité : il allait falloir trouver des millions par dizaines. Ces millions seuls les travailleurs de notre région pouvaient nous les fournir. »

Liberté annonce être devenu propriétaire de cinq rotatives – l'une d'elles est un ensemble colossal de 65 tonnes, les quatre autres pèsent chacune 35 tonnes, – une clicherie pesant au total 30 tonnes, une presse de 6 tonnes, dix-neuf linotypes, une machine à titres. Ce matériel, qui appartenait à l'ancien *Écho du Nord*, est payable en 15 ans, une autre partie en 3 ans seulement.

Le démontage, le déménagement et la remise en état de marche d'une rotative demandent environ un mois. En outre, la presse qui pèse 6 tonnes ne peut être démontée. Elle doit être descendue, en un seul bloc, d'une hauteur de 12 mètres, précise le journal. L'inauguration de l'imprimerie est prévue avant le 1^{er} juin.

Les locaux de l'ancienne usine de la rue de Lannoy ont été transformés. Les caves et le rez-de-chaussée accueillent les services de l'imprimerie. Les rotatives sont montées sur des socles anti-vibrations « pour que les habi-

tants des maisons voisines ne soient pas incommodés ». Au 1^{er} étage, 25 bureaux sont aménagés pour l'administration et la rédaction. Une salle de réunion peut également réunir 300 personnes.

Début mai 1956, les travaux sont quasiment achevés rue de Lannoy. Des ouvriers des ateliers de la SNCF d'Hellemmes et d'autres usines ont renforcé bénévolement les équipes techniques du journal. Le personnel profite du 1^{er} mai férié et des jours suivants pour procéder aux derniers réglages des machines. C'est l'effervescence.

Le week-end du 5 au 6 mai, *Liberté* quitte l'immeuble de la Grand-Place où le journal est né. Une plaque, aujourd'hui disparue, sera apposée sur le 8, place du Général de Gaulle.

Une autre histoire commence pour le titre communiste. Daté du mardi 8 mai 1956, le premier numéro de *Liberté* est enfin imprimé à Fives. « Ce journal est sorti cette nuit sur les rotatives de notre nouvelle imprimerie », titre le quotidien.

L'inauguration de l'imprimerie, qui se déroule le 10 mai sous la présidence de Marcel Cachin alors directeur de

Liberté: de la Grand-Place à la rue de Lannoy

L'Humanité, attire des milliers de personnes. Le cortège s'étend de la Foire commerciale de Lille, site de l'actuel Grand Palais, où un meeting a été organisé, jusqu'aux portes du journal de la rue de Lannoy. Plusieurs pages de photos sont publiées dans les éditions de *Liberté* des 11, 12 et 13 mai 1956.

Le quotidien *Liberté* va sortir des presses de la rue de Lannoy jusqu'en 1992, année de la liquidation judiciaire de la société Liberté Édition prononcée le 6 juillet par le tribunal de commerce de Lille. Le dernier numéro sera édité le mardi 7 juillet 1992. Ce jour-là, il titre sur sa première page «Ce n'est qu'un au revoir!»

Pendant cinq ans, l'immeuble de Fives va connaître de nombreuses dégradations. La vente pour une somme de 990 100 F est signée en 1997 au profit d'une société anonyme Innovation Développement Formation (IDF). Cette société de formation a rénové les locaux

qu'elle occupe toujours aujourd'hui. Des structures métalliques des fondations des rotatives ont été conservées dans le sous-sol pour témoigner de l'existence de l'imprimerie.

Le titre *Liberté* a reparu le 11 décembre 1992 sous la forme d'un hebdomadaire grâce à une campagne d'abonnement qui a réuni 5000 lecteurs-fondateurs. Une semaine plus tôt, la fédération du PCF du Pas-de-Calais avait lancé *L'Hebdomadaire-62*, qui deviendra *Liberté-62*, installé à Lens.

Le journal lillois redémarre en 1992 avec deux salariés et de nombreux bénévoles. *Liberté-Hebdo* est alors maqueté et imprimé par l'imprimerie de *Nord Éclair*, propriétaire du groupe Socpresse. Installé dans des bureaux appartenant à la Fédération du Nord du PCF, 13 rue d'Inkermann, *Liberté-Hebdo* a vendu 6134 exemplaires chaque semaine pour la période 2005-2006, selon l'Office de justification de la diffusion (OJD).

Frédéric Lépinay

1. Album 60 ans de *Liberté* (1944-2004). Un journal de résistance pour le XXI^e siècle. Hors-série de *Liberté Hebdo*, Lille, 2004.

2. *La Voix du Nord, histoire secrète. Ce qu'il faut savoir avant de lire le journal*. Édition Les Lumières de Lille, Lille, 2005. p. 152, 178 à 182.

3. Nous avons relevé la mention de cette somme dans l'expertise immobilière établie par Georges Bonjean et déposée par M^e André Diligent en 1970 devant la cour d'appel de Douai dans le cadre du dossier des résistants spoliés par *La Voix du Nord*.

4. Ce souvenir réside dans l'enseigne du café «La Ferme Louis XIV». Ce débit de boissons fut tenu de 1930 à 1970 par les parents d'Émile Olivier, qui fut une des grandes figures du syndicalisme ouvrier à l'imprimerie de *La Voix du Nord*.

5. Un exemplaire de *Liberté* coûte 20 F. Le salaire moyen est de 20000 F.

Visite nocturne à l'imprimerie de Liberté... dans les années 1970-1980

«Il est souvent tard quand je décide d'aller voir «ce qui se passe» au journal. Minuit trente, une heure... Jean-René Desage, mon époux, rédacteur en chef du journal¹, tarde à rentrer. Plutôt que de l'attendre, je vais le rejoindre au 113 de la rue de Lannoy à Fives.

Le «pointeau» m'ouvre et je franchis les marches métalliques qui mènent à son bureau. Comme c'était à prévoir, il n'y est plus! C'est donc en bas, à l'imprimerie, que je le retrouverai. Redescendre l'escalier par l'intérieur cette fois, passer devant la salle de rédaction, vide mais encore enfumée, celle des téléscripteurs qui égrènent leur musique nasillarde. Et me voici au cœur de l'imprimerie, dans cette odeur d'encre et de métal chaud. Bonsoir aux ouvriers, bises aux copains, tous imprégnés de cette même odeur persistante, tous «à la bourre», comme souvent. Jean-René est là, au marbre.

Le journal aura du retard. Il a fallu refaire la première, sabrer des articles et faire de la place à une info importante et imprévue. Les linotypistes s'ac-

tivent sur la maquette modifiée. Les énormes rouleaux de papier blanc sont en place dans la roto. Elle va pouvoir partir dans un bruit d'enfer. Un monstre de métal noir cette machine, avec des pistons, des cylindres, dégoulinants d'huile, une envergure qui occupe toute une salle aux murs sombres comme elle.

La voilà en action. Le papier s'étire, marque une torsion, se couvre d'encre – nous sommes en quadrichromie. Elle prend sa vitesse de croisière sous les yeux attentifs des mécanos. De grands couteaux coupent les pages au format. Et les journaux pliés arrivent à l'avant. Le bac rectangulaire s'emplit.

C'est le «bébé» du jour pour ceux qui l'ont conçu, des journalistes aux ouvriers du livre. Et c'est toutes les nuits la même émotion, la même fièvre. Ils ne s'y habituent jamais. C'est leur vie!»

Françoise Lehoux

1. Jean-René Desage est entré au journal *Liberté* au début des années 60. Il est décédé en 1986.

Sur fond de rivalité politique, de la polémique à la diffamation, le procès entre le directeur du Journal de Roubaix et le maire de la ville

Quelques années après la chute du Second Empire, et malgré l'avènement de la Troisième République, le *Journal de Roubaix* d'Alfred Reboux, monarchiste, puis bonapartiste, est le quotidien dominant dans la grande cité textile. Cependant, signe de la bonne santé du camp républicain roubaisien, naît, en juin 1877, un nouveau journal : *Le Petit Roubaisien*.

Ce périodique est annoncé comme un organe de gauche par le *Journal de Roubaix*, qui en complète la présentation en citant ses principaux commanditaires, à savoir l'équipe municipale d'Alexandre Famechon. Selon le quotidien conservateur, aucun imprimeur roubaisien n'a d'ailleurs consenti à lui prêter ses presses, aussi, pour l'occasion, un libraire de Nouvion-en-Thiérache, Juliet Lienard, viendra en installer une à Roubaix. Il précise également que le fonds social de souscription sera de 50 000 francs et que M. Willem, ancien conseiller municipal, aidera financièrement l'hebdomadaire, comme il l'a fait pour *l'Idée Républicaine et le Libéral du Nord*¹. «Le futur journal, poursuit-il, reflétera plus particulièrement les idées sociales, politiques et économiques de M. Achille Scrépel²». La cohabitation entre les deux titres est immédiatement difficile. Le *Journal de Roubaix* aimerait bien discréditer au plus vite son concurrent. Sous le fallacieux prétexte de démontrer que le nouveau journal cite ses dépêches, il lui tend un traquenard. Hésitant entre le procès et le canular, Alfred Reboux choisit la deuxième solution. En échange de l'édition du matin de la petite feuille républicaine, il lui remet une fausse édition de son journal et il établit la preuve de la copie. Cette pratique que lui-même applique depuis de nombreuses années lui permet ainsi de faire rire aux dépens du nouveau journal.

Le Petit Roubaisien n'apprécie guère le côté donneur de leçons de Reboux. Il dénonce ce vilain tour, en précisant que la technique de l'emprunt est chose

courante, y compris par le *Journal de Roubaix*. Et de citer *L'Echo du Nord*, qui se voit également «emprunté» sans être cité.

Durant ces premières années de la Troisième République, sous la présidence de Mac Mahon, la presse reste sous surveillance. *Le Petit Roubaisien* est poursuivi pour délits de colportage, et pour diffamation. Même le *Journal de Roubaix* n'échappe pas à la règle. S'il n'a pas de problèmes avec ses modes de distribution, les prises de position passionnées et les emportements de langage de son rédacteur en chef lui valent plusieurs plaintes en diffamation. S'il gagne le procès intenté par Alfred Motte, pour avoir refusé l'insertion de sa profession de foi et l'avoir qualifié un peu vertement, il n'en est pas de même avec Alexandre Famechon. Le maire républicain de Roubaix fera la preuve de la mauvaise foi et du parti pris du monarchiste Reboux. Ce qui causera par ailleurs des dégâts dans l'opposition conservatrice, dont le *Journal de Roubaix* est le porte drapeau.

■ En pleine campagne électorale

Le 6 janvier 1878, en pleine campagne pour l'élection municipale, le *Journal de Roubaix* continue de maugréer contre les républicains. Il ressort ses griefs contre les écoles de Mollins³, quelques mois après leur réception et ouverture. Les arguments sont toujours les mêmes : elles sont trop chères, elles ont été construites en matériaux de qualité inférieure, un bénéfice illicite a été réalisé par l'entrepreneur, et il y a eu, à l'époque, incapacité et légèreté de l'administration municipale dirigée par Famechon.

La diatribe se révèle sans effet, les républicains reviennent au pouvoir et sont installés le 22 janvier. Mais dès le 19 janvier, Alexandre Famechon assigne pour un procès en diffamation Alfred Reboux qui, dans son quotidien, l'a accusé d'avoir dénaturé un vote et fait réaliser un bénéfice illicite de 237 000 francs à la société de Mollins.

Famechon est immédiatement suivi par l'entrepreneur Samuel de Mollins.

Le procès met aux prises deux grands avocats du barreau de Lille, M^e Basquin pour Famechon et M^e Reuflet pour Reboux qui font citer leurs témoins. Du côté du défendeur de Reboux, les opposants municipaux au projet de Mollins à savoir Bulteau Lenglet, Paul Scrépel Masurel, Louis Leclercq Mulliez, Pierre Parent, récemment battus lors du dernier scrutin, mais aussi les entrepreneurs roubaisiens : Jean-Baptiste Pennel Wattine, le sieur Picavet, Victor et André Derville. L'accusation, elle, fait appeler les conseillers municipaux Charles Daudet, Pierre Flipo, Paulin Richard, le notaire Valenducq, et les architectes Auguste Dupire et Louis Barbotin. Enfin, les deux parties souhaitent entendre le notaire roubaisien Duthoit et l'architecte du département Marteau.

Après l'exposé des faits et l'assignation – 20 000 francs de dommages et intérêts – chaque avocat expose sa ligne de défense. M^e Basquin démontre qu'Alexandre Famechon a été l'interprète fidèle du vote du conseil, et qu'il est un honnête homme et un bon administrateur. Au contraire, M^e Reuflet veut fournir la preuve que tous les faits annoncés dans le numéro du 6 janvier 1878 du *Journal de Roubaix* sont exacts et que l'opération de Mollins est désastreuse pour la ville. L'architecte du département, Marteau, chargé par la ville d'estimer les travaux de la société de Mollins et la valeur des écoles, affirme avoir travaillé à partir d'un métré remis par Deniau, l'architecte de la ville. À la demande du président du Tribunal, il répond que son évaluation est incomplète, et s'étonne que son rapport soit arrivé entre les mains de M. Reboux.

Le défenseur du *Journal de Roubaix* fait venir à la barre les entrepreneurs. Il les interroge sur la maçonnerie des ouvrages, leur demande une estimation. Ils mentionnent leur protestation après la proposition de Mollins au conseil municipal. Dans un dernier échange sur le prix des terrains, Jean-Baptiste Pennel indique à M^e Basquin qu'on a manqué de briques en avril, mai ou juin. La société de Mollins en a fait venir par bateau, ce qui a augmenté les coûts pour l'entreprise. Cette pénurie étonne : Roubaix est entouré de briqueteries et quelques-uns des entrepreneurs interro-

Le procès entre le directeur du Journal de Roubaix et le maire de la ville

gés possédant leur propre fabrication. Les architectes Barbotin et Dupire ont été chargés par Alexandre Famechon de dresser un état estimatif des écoles. Ils ont travaillé, disent-ils, à partir de l'exemple de l'école du Coq français et ils arrivent au chiffre de 71 348 francs, achat du terrain et travaux compris. Certes ! mais, fait remarquer M^e Basquin, cette école est la première à avoir été construite et on a relevé les murs des autres établissements pour un surcoût de 4 600 francs, ce qui nous rapproche de la somme forfaitaire (76 500 francs).

Quant au bénéficiaire de l'entrepreneur, à M^e Reufllet, les architectes répondent qu'il faut le relativiser. Il y a toujours des frais inattendus et l'entrepreneur ne sera payé que 15 ans plus tard !

■ On fait une adjudication quand on a des ressources

Viennent alors les dépositions des politiques. Alexandre Bulteau Lenglet est questionné par M^e Reufllet sur les délibérations du 17 et 18 février 1877. Il évoque le débat sur le prix à ne pas dépasser, sur la location à la société de Mollins que personne ne connaissait. Il mentionne le délai de huit jours accordé pour prendre la décision. Il affirme avoir demandé une estimation de la valeur des écoles et cite les chiffres de Deniau et Marteau. Il dénie la différence d'une école à l'autre.

Maître Basquin interroge à son tour le témoin. Pourquoi a-t-il pris livraison des écoles et fait voter sans réserves les 3 825 francs de location ? C'était pour honorer la signature de Famechon. La commission des écoles s'est-elle réunie pour acter des modifications à ces établissements ? Bulteau Lenglet répond positivement : « J'ai accepté les modifications, j'ai accepté les écoles, elles ont été terminées à la rentrée, les professeurs ont été nommés, il a bien fallu accepter les écoles. » Il finit en prétendant être à l'origine du projet de faire bâtir des écoles, tandis que M^e Basquin poursuit en faisant acter que les modifications ont été faites gratuitement par la société de Mollins.

Le défenseur de Reboux, M^e Reufllet, reprend la main sur le projet. Selon Bulteau Lenglet, le conseil municipal s'est prononcé sur un état descriptif, non estimatif. Ce projet était exclusif et n'a pas été soumis à la concurrence.

Quant à M^e Basquin, il demande, lui, si les renseignements sur les terrains ont été envoyés à l'architecte Marteau. La réponse est négative. À Reboux, la réponse est positive.

Paul Scrépel Masurel affirme, également, que le conseil municipal s'est prononcé sur un devis descriptif, non sur un état estimatif, et que la mise en adjudication a été demandée. À M^e Basquin, il souligne n'avoir ni renseigné, ni aidé M. Reboux.



Le polémiste Alfred Reboux affûtant ses arguments. Caricature parue dans *La Vie flamande illustrée*.

De son côté, Leclercq Mulliez rapporte une conversation qu'il a eue avec Alexandre Famechon. Ce dernier lui a présenté l'offre d'une société philanthropique dans laquelle se trouvait Isaac Holden. Parallèlement, il admet que la ville n'avait, jusqu'ici, pas mis à exécution les projets d'école faute d'argent. Il avait donné son accord à condition que Moïse Rogier, entrepreneur et conseiller municipal, par ailleurs protestant, n'en fasse pas partie. Comme il s'y trouvait selon les dires de Famechon, Leclercq Mulliez aurait demandé la mise au concours. Il signifie ensuite que les écoles ne valent pas le prix demandé et que De Mollins et Rogier sont des spéculateurs. Interrogé par M^e Basquin, il reconnaît que, bien que les briques laissent à désirer, le contrat a été loyalement exécuté, mais que l'affaire est mauvaise à l'origine. Et il a ces mots que chacun appréciera : « Si M. Famechon avait été industriel, il n'aurait pas fait ce contrat ».

Pierre Parent reprend les affirmations concernant Isaac Holden et la société d'entrepreneurs spéculateurs. Il cite également Alfred Motte selon lequel ces écoles ne valaient pas plus de 55 000 francs. Mais Motte n'est pas là pour le contredire.

Le conseiller municipal Charles Daudet fait, à la barre, un bref historique de l'affaire. En novembre 1876, six mille enfants traînaient dans la rue, la ville n'avait pas d'argent pour des écoles, on ne trouvait pas de locaux disponibles. L'idée de construire des écoles et de les louer à la ville permettait de répondre rapidement à ce besoin crucial. L'adjudication n'aurait pas permis d'avoir des écoles dans un délai aussi court, puisque six mois plus tard, elles étaient livrées. D'ailleurs, précise-t-il, on fait une adjudication quand on a des ressources... Il confirme qu'un délai de huit jours a été donné à l'opposition pour réfléchir au projet, mais que dès le lendemain le conseil municipal recevait des lettres d'entrepreneurs. La proposition était un forfait de 76 500 francs et un loyer de 3 825 francs.

A une question de M^e Reufllet, Charles Daudet précise que le projet initial était de 68 000 francs, sur l'exemple de l'école de l'Epeule, mais qu'on y avait ajouté des logements pour les instituteurs. Le directeur des travaux municipaux Deniau aurait dit à l'époque que ce n'était pas cher. À la question des garanties de la société de Mollins, pour Daudet, ce n'était pas le problème du conseil municipal. Si les écoles n'avaient pas été livrées, la ville n'en aurait pas pris possession.

■ Un mécanisme perfide

Maître Basquin va, alors, démonter soigneusement « tout le mécanisme perfide » de l'article de Reboux, et met en avant la mauvaise foi du journaliste. Il reprend les affirmations de la partie adverse sur l'aspect soi-disant philanthropique de l'opération, auquel on aurait associé Isaac Holden, personnalité connue pour ses libéralités. Tout ceci est un tissu de mensonges : le nom du grand industriel anglais et croisien n'a jamais été prononcé en conseil municipal.

Il précise l'affaire : une proposition de location à la ville de six écoles par la société de Mollins, sur la base d'un loyer de 3 825 francs, avec la possibilité

Le procès entre le directeur du Journal de Roubaix et le maire de la ville

de rachat pour un prix forfaitaire de 76500 francs, à signifier dans les cinq premières années de location, sans que la ville soit obligée d'acheter à un moment déterminé. Si à la fin des quinze années de location la ville décidait de ne pas acquérir les écoles, une indemnité forfaitaire de 25000 francs par école serait exigée.

En contrepartie, la société de Mollins s'est engagée à bâtir six (ou huit) écoles avant le 1^{er} octobre de l'année en cours. Ces écoles comportent six classes et deux logements pour les instituteurs. La livraison était échelonnée de la fin du mois juillet à la fin du mois de septembre. L'entrepreneur se voyait pénalisé de 5 francs par journée de retard à la livraison, somme retenue sur les loyers. Disparaissent donc toutes les allégations sur le côté philanthropique de l'affaire.

Un cahier des charges a été imposé à la société de Mollins, basé sur les règlements d'administration publique, notamment en matière de salubrité et d'instruction scolaire. Les représentants de la ville pouvaient visiter et contrôler les constructions, des modifications pouvaient être apportées après discussion avec l'entrepreneur. Ce qui fut le cas : la commission des écoles a demandé et obtenu quelques modifications (notamment sur la toiture des écoles) et a constaté la bonne exécution des travaux. Quant au bénéfice réalisé par l'«entrepreneur spéculateur», l'argument ne tient plus. Il est prouvé que les écoles valent le prix proposé, sinon plus, une des écoles a coûté plus de 80000 francs. Les différentes modifications (toitures, surélévation des murs des écoles), les travaux de voirie, l'achat des terrains sont autant d'indicateurs prouvant que la ville a fait une bonne affaire, ce que confirme l'architecte du département Marteau au préfet du Nord qui entérine le projet.

■ Une intention de nuire

Les anti-De Mollins laissent entendre dans leurs dépositions qu'on a pesé sur leurs suffrages. Que penser de l'amnésie partielle de Bulteau Lenglet qui ne savait plus si le projet avait été voté à l'unanimité, quand Maître Basquin présente les chiffres des délibérations, à savoir l'adoption par 17 voix contre 14 du projet de construction des écoles ? Les conseillers minoritaires ont bien voté contre le projet. Quand ils se sont retrou-

vés au pouvoir à la suite des événements nationaux, ils ne l'ont pas dénoncé. Ils auraient pu le déjuger, en revotant. Ils ont par contre voté la réception des travaux des écoles et la location de 3825 francs. Pour M^e Basquin, les Bulteau, Parent, Leclerc et Scrépel n'ont pas su faire taire leurs passions politiques. Plus grave encore, Bulteau reconnaît avoir fourni à Reboux des éléments qu'il n'a pas donnés à l'architecte du département (le prix des terrains). M^e Basquin l'estime complice de Reboux pour cette tentative de déstabilisation de l'équipe de Famechon au moment des élections de janvier.

Le cas de l'architecte Deniau est alors abordé. Maître Basquin reprend tous les éléments chiffrés de l'opération, ainsi que les procédures. Elles sont sous-estimées, inexactes, faites de moyennes et de calculs approximatifs. Chargé par le maire Bulteau Lenglet de collecter des éléments sur les terrains, Deniau lui a fourni des copies du cadastre dont les renseignements sont très incomplets. Il semble qu'il ait également falsifié le prix de certains articles comme le prouve une lettre d'un entrepreneur de toitures adressée au *Journal de Roubaix*. Tout est à l'avenant : 48 omissions des plus graves sont relevées par les architectes Dupire et Barbotin, non soupçonnables d'être de parti pris, puisque l'un et l'autre d'opinion politique opposée. Le plus grave encore, c'est la transmission de ces chiffres erronés, sans contre-expertise à l'architecte du département, qui les reprend tels quels. Dernière perfidie pour M^e Basquin : le fait d'avoir pris comme école de référence celle du Coq français qui sera la première terminée, et dont on sait qu'elle coûtera le moins cher.

Après avoir démonté le mécanisme perfide et prouvé que les écoles de Mollins ne sont pas une opération désastreuse pour la ville, M^e Basquin se préoccupe pour finir de la soi-disant bonne foi du journaliste Reboux. Les articles qu'il a rédigés en février et mars 1877 constituaient un véritable réquisitoire contre le projet. Reboux ne peut donc prétendre avoir été surpris, il connaît tout de l'opération puisqu'il l'a combattue, l'identifiant bien à l'époque comme une opération financière et reconnaissant l'aspect forfaitaire du prix demandé. Il ne peut donc être de bonne foi quand il prétend que Famechon a dénaturé le

vote. La procédure n'est pas irrégulière, il s'agit bien d'une location, non d'une construction soumise à adjudication, et Reboux le sait parfaitement quand il prétend qu'on a parlé d'opération philanthropique et qu'on a trompé le conseil municipal. De plus la procédure a été respectée, le préfet a approuvé l'opération, les écoles ont été construites, pendant que Reboux restait étrangement muet à l'époque de leur réception. Sa hargne s'est réanimée à l'approche des élections, et c'est le 6 février 1878 au soir, soit la veille du scrutin, qu'il a sorti l'article incriminé, dont le titre est un véritable slogan ambigu : *un enseignement*. L'intention de nuire est clairement établie, il s'agissait d'éloigner d'Alexandre Famechon les suffrages des électeurs.

Le tribunal constate que Reboux a été admis à bénéficier du droit de prouver contre un fonctionnaire public la vérité des faits incriminés. Cette preuve n'a pas été atteinte. Au contraire, il a été établi par les débats que M. Famechon avait été l'interprète fidèle de la pensée du conseil municipal de Roubaix.

Reboux, rédacteur en chef du *Journal de Roubaix*, est donc déclaré coupable de diffamation envers un fonctionnaire public et condamné à 100 francs d'amende, 200 de dommages-intérêts et aux dépens. Le tribunal ordonne en outre l'insertion du jugement dans trois journaux aux choix du demandeur⁵.

Samuel de Mollins obtient également gain de cause contre Reboux, déclaré coupable de diffamations envers un particulier, condamné à 50 francs d'amende, 200 francs de dommages et intérêts, et aux frais du jugement et procès⁶.

Au-delà de cette condamnation finalement assez minime, Reboux en a vu d'autres, c'est tout le corps politique conservateur roubaisien qui est discrédité, ce qui va laisser le pouvoir aux républicains pour quelques années.

Philippe Waret

1. Opposants disparus du *Journal de Roubaix*.

2. *Journal de Roubaix*, avril 1877. Achille Scrépel est député républicain de Roubaix.

3. Du nom de l'entrepreneur qui les a construites, Samuel de Mollins.

4. Il n'y en aura finalement que six.

5. D'après le *Progrès du Nord*.

6. Le 27 février 1878.

L'atelier de Gutenberg à Wambrechies

Sous l'action de la vis à pressoir, la lourde platine vient presser une feuille de papier sur une forme encrée posée sur le marbre. Ultime étape d'une série d'opérations permettant de reproduire une gravure que le visiteur pourra emporter.

A l'espace Gutenberg de Wambrechies, installé dans la capitainerie du port de plaisance, on imprime encore comme le faisait au XV^e siècle l'inventeur du caractère mobile. Ou presque. Unique dans la région, cette réplique de la presse de Gutenberg est d'ailleurs la pièce maîtresse du lieu conçu par Jean Wambre, un ancien imprimeur, et dédié au livre et à la typographie.

■ Du plomb et de la passion

Différents outils, machines ou documents symbolisent, sur quelques dizaines de mètres carrés, les différentes phases de la fabrication d'un livre. Avant d'arriver devant la presse, le visiteur découvre ainsi les postes de casses, ces boîtes divisés en compartiments inégaux dont chacun accueille différentes quantités d'une même lettre en plomb, et peut composer sa ligne... Plus loin, c'est l'évocation de la lithographie avec notamment des pierres et une belle collection de lettres à en-tête lithographiées, véritables images de marque, pendant des décennies, des entreprises auprès de leurs clients. Un peu plus loin, c'est l'évocation de la reliure avec de petites presses, etc.

Composition, impression, façonnage, toutes les étapes de la fabrication d'un ouvrage se franchissent avec l'aide de professionnels qui parlent avec fougue. Pratiques anciennes, mais aussi techniques d'aujourd'hui, cette visite se poursuit par la projection de vidéos, dont une sur la vie de Gutenberg.

Dans cet espace, la bibliothèque n'est pas le moindre des intérêts. Collectionneur et érudit, Jean Wambre a accumulé de nombreux ouvrages et périodiques sur l'histoire du livre et de l'imprimerie qu'il souhaite mettre à la disposition des professionnels et des chercheurs.

■ Déjà une longue histoire

L'ouverture de cet espace est le résultat d'un travail de plusieurs années. En

1999, Jean Wambre dépose l'idée d'un projet de musée de l'imprimerie à Lille et à Wambrechies où il habite. «La région du Nord est la première province graphique et ne dispose pas de lieu pour pérenniser l'histoire de ses papetiers, de ses imprimeurs, de ses éditeurs...» explique-t-il. Imprimeur lui-même pendant vingt-quatre, il a su mobiliser autour de lui quelques confrères. Il a ainsi réuni au prix d'efforts importants, et de quelques sacrifices personnels, différentes machines, symboliques de l'évolution de l'imprimerie typographique: une linotype de 1886 avec magasin transparent qui permet de voir les matrices, une presse typographique du fabricant français Pierre Alauzet et datant de 1890, quatre platines d'imprimerie, un massicot, une photocomposeuse, etc.

Wambrechies qui joue la carte du tourisme de proximité se montre intéressé. Commence alors une longue période où espoir et doute alternent, mais où la persévérance est toujours de mise. En 2001, un projet muséographique est envisagé sur quelque 300 m² à la malterie. Jean Wambre peaufine son idée, continue d'enrichir sa collection, prend contact avec le musée de l'imprimerie à

Lyon. Une réplique de la presse de Gutenberg est réalisée. Las, le vent semble tourner, d'autres lieux sont évoqués, les mètres carrés diminuent, le projet est même menacé faute de local. Jean Wambre le recentre sur le livre et la typographie, il lui donne une orientation nettement pédagogique. Les futurs visiteurs ne seront pas de simples spectateurs, mais pourront être initiés à la composition, à la reliure, etc. L'appellation musée est abandonnée. Heureusement, la construction d'une capitainerie et l'obligeance des voies navigables sauvent le projet.

Depuis quelques mois, «l'espace Gutenberg Nature et Eau» est maintenant ouvert au public le deuxième dimanche de chaque mois, aux groupes sur rendez-vous. Est-ce une première étape? Beaucoup des machines rassemblées par Jean Wambre ne sont pas présentées, et en particulier la linotype dont le fonctionnement serait à celui



Une imprimerie de Nuremberg au XVII^e siècle. Reproduction de la gravure imprimée devant les visiteurs de l'Espace Gutenberg Nature et Eau à Wambrechies.

seul un véritable sujet d'attrait à l'heure du numérique. Elles dorment dans un entrepôt quelque part dans la banlieue lilloise. Pendant ce temps le musée de l'Imprimerie à Nantes, situé en plein centre-ville, va bientôt bénéficier de nouveaux locaux.

Emile Henry

RENSEIGNEMENTS

Capitainerie,

9, rue de l'Écluse à Wambrechies
Tél. 03 28 07 94 60 ou 06 99 70 71 41

Prix d'entrée :

adulte : 1,50 €, enfant : 1 €



Photo Médiathèque Jean Lévy, Lille

Gustave Masure

Le journaliste qui n'aurait souri qu'une fois

«*La chose la plus importante à toute une vie est le choix d'un métier : le hasard en dispose*» écrit Pascal dans ses *Pensées*.

Rien ne prédestinait probablement Gustave Masure au journalisme, il aura suffi d'un accident de la vie pour en faire l'un des journalistes républicains les plus redoutables.

Né en 1836, ce fils d'un directeur de banque lillois, devenu négociant en toile après avoir été ruiné, doit renoncer, pour des raisons de santé, à l'école des Arts et métiers où il vient d'être reçu. Lors de sa convalescence qui dure plusieurs mois, il répond à une petite annonce et se retrouve rédacteur au très gouvernemental *Mémorial de Lille* qu'il quitte en 1860 pour *L'Echo du Nord*.

Journal républicain modéré, suspendu lors du coup d'Etat du 2 décembre 1851, ce quotidien est alors dirigé par le fils de son fondateur, Alexandre Leleux (C.f. *L'Abeille* n° 4). Pendant cinq ans, Masure y exerce les fonctions de rédacteur politique et entame une mue politique. Selon la police, il s'y «dépouille de son enveloppe gouvernementale» et se montre «un adepte de la démocratie la plus avancée». Il fait, selon la même source, du vieil *Echo* pourtant bien assagi «l'organe violent des idées démagogiques de toutes les mauvaises passions». Sa rencontre avec le journaliste Géry Legrand, fils de l'ancien député au Corps législatif, rentré à Lille en 1859, est-elle la cause de son évolution? Masure collabore en effet à *La Revue du mois*, lancée en 1861 par le futur maire républicain de Lille.

En tout cas, le pouvoir incite Alexandre Leleux à se défaire de son rédacteur qui, en mai 1865, est élu conseiller municipal démocrate. Surveillé, Masure se fait plus prudent. En juillet 1866, il lance un hebdomadaire imprimé à Bruxelles *Le Progrès du Nord*. «Il serait bien difficile de trouver un caractère de sympathie pour le gouvernement» note la police impériale à propos de ce périodique.

Toutefois elle reconnaît que «soit par crainte de ne pouvoir pénétrer en France, soit pour tout autre motif [...] *Le Progrès* est assez sagement rédigé». En 1867, les données changent, Napoléon III se déclare favorable à une réforme de la loi sur la presse. Au prix d'une lettre dynastique, Masure entend profiter de l'occasion pour transformer son hebdomadaire en quotidien politique. L'autorisation lui est en effet accordée et le 3 mars 1867, *Le Progrès* affirme ainsi qu'il entend être «attentif aux mouvements qui transforment peu à peu les bases de la société». Comprenez qui voudra!

Le divorce avec le pouvoir est vite consommé. En janvier 1868, lors d'une élection partielle au Corps législatif à Lille, le journal soutient Géry Legrand contre le candidat officiel qui l'emporte aisément. En novembre 1868, il relaie la souscription lancée dans *Le Réveil de Paris*

par Charles Delescluze. L'ancien rédacteur en chef de *L'Impartial de Valenciennes* entend faire ériger un monument à la mémoire du député Jean-Baptiste Baudin, tué le 2 décembre 1851. Cette provocation entraîne la saisie du journal et la poursuite en justice de Masure. Celui-ci est alors défendu par un jeune avocat qui, conseil de Delescluze, vient de dresser un véritable réquisitoire contre le Second Empire, Léon Gambetta. Masure qui a déjà connu la prison en avril 1868 pour avoir «appelé les militaires à la désobéissance», la connaît encore plusieurs fois. Ce qui ne l'em-

pêche pas, en janvier 1870, de lancer une nouvelle souscription en faveur, cette fois, d'un monument à la mémoire du journaliste Victor Noir, tué par un cousin de l'Empereur, Pierre Bonaparte.

Décrit comme un polémiste au style net, froid, acéré, il ne sourira, selon *Le Diable rose*, qu'une seule fois dans sa vie: «Ce fut quand il entendit, au 4 septembre 1870, sortir d'une poitrine humaine un cri: Vive la République!» Masure retrouve alors Gambetta, devenu ministre de l'Intérieur du gouvernement de Défense nationale, qu'il accompagne en octobre 1870 à Tours

et à Bordeaux. De retour à Lille, il reprend le combat à la tête d'un journal qui n'est toujours pas épargné par le pouvoir et notamment en 1877 pour avoir reproduit le mot de Gambetta à l'adresse de Mac Mahon le 15 août à Lille lors de la campagne électorale: «Quand la

France aura fait attendre sa voix souveraine, croyez-le bien, Messieurs, il faudra se soumettre ou se démettre...» Masure est alors député de Lille. Elu en mars 1876, il est réélu en octobre 1877 où les républicains obtiennent la majorité à la Chambre, puis en septembre 1881.

Il meurt en octobre 1886 après avoir refusé de mener une dernière bataille électorale. Ses obsèques, le 19, sont suivies par quelque 3 000 personnes. Anticlérical, Masure est pourtant accompagné d'un prêtre.

«La chose la plus importante à toute une vie est le choix d'un métier : le hasard en dispose».

Bibliographie

de la presse régionale

La Société des Amis de Panckoucke poursuit sa publication d'une bibliographie sur la presse du Nord et du Pas-de-Calais. Bernard Grelle est chargé de cette rubrique. Transmettez-lui les références que vous découvrez (grellebernard@wanadoo.fr, ou à

Société des Amis de Panckoucke, 13 rue du Château Roubaix).

Soyez précis : auteur(s), titre de l'ouvrage (ou de l'article), lieu de publication et éditeur, (ou périodique dans lequel vous avez trouvé ces renseignements), date et page(s), illustrations, etc. N'omettez pas de préciser de quel journal, magazine, revue il est parlé dans ce livre ou cet article, si ce renseignement n'apparaît pas clairement dans le titre, et le lieu d'édition du périodique. N'hésitez pas à joindre un commentaire explicatif.

Hommes et femmes de presse

- {CHAMPIER, Victor} «Victor et Louise Champier ont enfin leur monument», *La Voix du Nord*, 9-10 juillet 2006, p. 17.
- {DEFRANCE, André} «Disparition: Ancien P.D.G. de Nord Éclair, André Defrance est décédé», *La Voix du Nord*, 16 juin 2006, p. 3.
- {DEFRANCE, André} «Ancien P.D.G. de Nord Éclair, André Defrance est décédé», *Nord Éclair*, 16 juin 2006, p. 10.
- {HENNETON} «L'affaire de la rue Nationale», *Le Journal de Roubaix*, 30 octobre 1985. (Henneton tue Mme Duthoit à Lille).
- {MASURE, Bruno} DEMAILLY (Patrice), «Masure, ton ton flingueur», *Nord Éclair*, 30 avril-1^{er} mai 2006.
- {PIAT, Jean} Pseudonymes: Jean Housset; Paul Farret; Jean des Accacias; Jean-Pierre Vernes.
- {PIAT, Jean} «Jean Piat, directeur de nos bureaux parisiens, reçoit la coupe Émile de Girardin», *Nord Matin*, 29 novembre 1965.
- {PIAT, Jean} «Un Roubaisien honoré; le journaliste Jean Piat reçoit la rose d'or chez les Rosati de France», *Nord Éclair*, 5 décembre 1976.
- {VRAU, Philibert} VISSE (Jean-Paul), «Philibert Vrau et la presse», *Philibert Vrau, Actes du colloque du 4 et 5 mars 2006*, Faculté libre des Lettres et Sciences humaines, 2006, pp. 127-135.
- {WILLOT, Joseph} Lepoutre (Xavier), «Rue du Vieil Abreuvoir: À propos de la plaque dédiée à Joseph Willot», *Nord Éclair*; 8 février 2001.

Généralités

- ASSOIGNION, Paul, «La presse lilloise», *Lille et la région du Nord en 1909*, Lille, Impr. Danel, 2 tomes 1398 + 1909 p, ici tome 1, *Lille*, pp. 664-667.
- {Crieurs et vendeurs} De NIVELLE (Jean), «La liberté de la rue», *Le Journal de Roubaix*, 29 août 1885.
- {Crieurs et vendeurs} «L'été au boulot: Aurélie, kiosquière à Lille», *La Voix du Nord*, 12 juillet 2006, p. 8.
- {Justice et presse} «Les journalistes témoin en justice», *Le Journal de Roubaix*, 8 janvier 1886.
- {Lecteurs} «Une conférence de M^e Drillon, avocat au barreau de Lille: [La formation intellectuelle de l'ouvrier et la Presse]», *L'Institut populaire*, 3^e année, 3^e dimanche de décembre 1910; n° 24, pp. 3/4.
- {Police et presse} CAUWEL (Marcel), «La police et la presse», *L'Égalité de Roubaix Tourcoing*, 1^{er} mars 1906.

- {Église et presse} «La Croix du Nord au Vatican», *La Croix de Roubaix-Tourcoing*, 12 mars 1904.
- {Église et presse} DEM, «Tous les journaux catholiques désavouent M. Lemire», *La Croix du Nord*, 22 janvier 1914. (Sont cités *Le Journal de Roubaix*, *Le Démocrate*, *Le Figaro*, *L'Ouest Éclair*, *Le Petit Démocrate*).
- {Église et presse} «Le pape et les publicistes chrétiens», *La Croix du Nord*, 10 janvier 1914.

Des origines à 1880

- [Lesguillon (Croix-Marie)], «Quelques mots sur les journaux nés à Roubaix», *L'Écho de Roubaix*, 30 décembre 1866.
- {Le Journal de Roubaix} PIAT, (Jean), «La liberté de la presse a 100 ans: Les démêlés du *Journal de Roubaix* avec le second Empire», *Nord Éclair*, 13-14 septembre 1981.

1880-1914

- {Le Cri des Flandres} DEM, «Un article indigne», *La Croix du Nord*, 3 mars 1914.
- {Le Cri des Flandres} DEM, «La mauvaise foi du *Cri des Flandres*», *La Croix du Nord*, 5 mars 1914.
- {La Croix du Nord} Émile, évêque d'Arras, «Le jubilé de 25 ans de *La Croix du Nord*», *La Croix du Nord*, 12 février 1914.
- {La Croix du Nord} MONNIER (Henri), évêque de Lyon, «Le congrès jubilaire de *La Croix du Nord*», *La Croix du Nord*, 13 février 1914.
- {La Croix du Nord} «Notre jubilé de 25 ans», *La Croix du Nord*, 16 février 1914. Article et photographies de FÉRON-VRAU, des rédacteurs, des correspondants régionaux, des ateliers, des services administratifs...
- {La Croix du Nord} «Comment fonctionne les services de *La Croix du Nord*», *La Croix du Nord*, 16 février 1914.
- {La Croix du Nord} «Mgr Charost préside les noces d'argent de *La Croix du Nord*», *La Croix du Nord*, 18 février 1914.
- {Le Petit Nord} «Tout est bien qui finit bien», *Le Journal de Roubaix*, 18 octobre 1885. (On s'aperçoit à temps que la chaudière de la machine à vapeur faisant fonctionner la presse risquait d'exploser. Le journal est tiré à *L'Écho du Nord*)
- {L'Effort: bulletin mensuel de la jeunesse catholique de Roubaix; 1903-1933} «Croisade d'Éliacin», *L'Égalité de Roubaix Tourcoing*, 26 février 1906.

Bibliographie de la presse régionale

■ {Mémoire de la Société d'Émulation; Roubaix, 1870,?} GRELLE (Bernard), *La Société d'Émulation de Roubaix au siècle dernier: 1868/1914*, Roubaix, Lire à Roubaix, [s.d.], 51 p., 29 cm, *Les Cahiers de Roubaix*, n° 1 (Cette étude est tout entière fondée sur les *Mémoires de la Société d'Émulation*).

La presse de 1914 à 1918

■ *La télégraphie sans fil et la presse clandestine à Roubaix pendant l'occupation allemande*, Roubaix, Impr. du Journal de Roubaix, [S. d., vers 1920-1925], 15 p. 21 cm.

La presse de 1939 à 1944

■ PIAT (Jean), «La clandestinité au grand jour», *Nord Matin*, 12 septembre 1964 (Sur la presse clandestine).

Après 1945

■ «Concours: des écoliers de Lompret voient leur journal récompensé au Sénat», *La Voix du Nord*, 8 juin 2006.
 ■ {Gens et pierres du Nord, Roubaix} «Histoire locale: le nouveau magazine de la Société d'émulation de Roubaix fait fureur», *La Voix du Nord*, 25 mai 2006.
 ■ {Kékséksa}«Kekséksa: Un rédacteur en chef de quinze ans», *Le Matin du Nord*, 21 septembre 1981.

Le nouveau Nord Éclair

■ {Nord Éclair} «Le 4 mai un nouveau format, une nouvelle formule, une nouvelle une, de nouveaux repères», *Nord Éclair*, 26 avril 2006, dernière page.
 ■ {Nord Éclair} «La richesse des pages locales; toute l'actualité de votre commune et de votre région», *Nord Éclair*, 27 avril 2006, dernière page.
 ■ {Nord Éclair} «*Nord Éclair* change de formule, nous sommes à une semaine du changement», *Nord Éclair*, 28 avril 2006, p. 5.
 ■ {Nord Éclair} «Le temps de lire. Le temps des loisirs», *Nord Éclair*, 28 avril 2006, dernière page.
 ■ {Nord Éclair} «Les pages sports. Les pages temps libre», *Nord Éclair*, 29 avril 2006, dernière page.
 ■ {Nord Éclair} CLAUWAERT (Jules) éditorialiste, LORE (Jean-René) directeur, «*Nord Éclair* change: pourquoi, comment», *Nord Éclair*, 29 avril 2006, p. 2.
 ■ {Nord Éclair} CLAUWAERT (Jules), «Le respect de l'autre comme boussole», *Nord Éclair*, 29 avril 2006, p. 2.
 ■ {Nord Éclair} HARDOUIN (Jacques) président, «La chance d'avoir, ici, deux quotidiens régionaux», *Nord Éclair*, 29 avril 2006, p. 2.
 ■ {Nord Éclair} «24 heures chrono dans la vie de *Nord Éclair*. À quatre jours de sa nouvelle formule, découvrez les étapes de la réalisation de votre journal», *Nord Éclair*, 30 avril-1^{er} mai 2006, p. 2.
 ■ {Nord Éclair} «Le nouveau site Web. Le dialogue quotidien avec les lecteurs», *Nord Éclair*, 30 avril-1^{er} mai 2006, dernière page.
 ■ {Nord Éclair} «Ils ont testé le nouveau *Nord Éclair*», *Nord Éclair*, 3 mai 2006, p. 2.
 ■ {Nord Éclair} «Des pages au rythme de vos passions», *Nord Éclair*, 3 mai 2006, p. 3.
 ■ {Nord Éclair} «Les rendez-vous de l'entreprise. Les pages France et Monde et la nouvelle page économie», *Nord Éclair*, 4 mai 2006, dernière page.
 ■ {Nord Éclair} «Vivez l'été avec *Nord Éclair* du 11 juillet au 27 août: *Nord Éclair* vous propose sa nouvelle grille pour l'été», *Nord Éclair*, 4 juillet 2006, dernière page.

■ {Le Nord Industriel} FARRET (Paul, alias Jean PIAT), «*Le Nord Industriel* est un bourreur de crânes, ses rédacteurs jouent les ignorants», *La Bataille ouvrière*, 3 septembre 1939.
 ■ {Nord Matin} PIAT (Jean), «La note à payer», *Nord Matin*, 6 septembre 1944 (Sur les débuts du journal).
 ■ {Nord Matin} PIAT (Jean), «Nouveaux riches», *Nord Matin*, 18 septembre 1944 (Sur les débuts du journal).
 ■ {Nord Matin} HOURIEZ (en fait, Jean PIAT), «Vingt-deux ans», *Nord Matin*, 4 septembre 1966.
 ■ {Nord Soir-Libération} «*Nord Soir* est français», 8 août 1944.
 ■ {Nord Soir-Libération} «*Nord Soir*: libre comme l'air», 6 novembre 1944.
 ■ {La Voix du Nord}, BRETONNIER (Jean-Michel), «Le Printemps de *La Voix du Nord*», *La Voix du Nord*, 4 mai 2006, p. 5.
 ■ {La Voix du Nord} «Collaborations: *La Voix* cherche des correspondants», *La Voix du Nord*, 21 juin 2006, p. 22.
 ■ {La Voix du Nord} «Collaborations: nous recherchons des correspondants sportifs», *La Voix du Nord*, 5 juillet 2006, p. 24.

Télévision

■ VERSPIEREN (Michel-Constant), *La télévision: viol des consciences*, Villeneuve d'Ascq, Faver, 1997, 207 p. couv. Ill., 23 cm.

La Brique: un héritier du Clampin libéré

Le numéro 1 de *La Brique*, sous-titré journal local d'info et d'enquête de Lille et ses environs, a été présenté lors d'une soirée de lancement organisée récemment à Lille. Fondé par une poignée de Lillois proches des milieux libertaires, ce bimestriel a été créé notamment pour «faire une autre information à Lille» et «prendre l'exact contre-pied de tout ce que ne fait plus une profession mise au service au service des élites, de droite comme de gauche».

Au sommaire de ce premier numéro de 12 pages (format A3) daté de mars-avril 2007 et édité à un millier d'exemplaires, des sujets sur le futur casino de Lille, la construction du futur hôtel de police à Lille-Sud, Lille 3000 ou la censure à la mairie. *La Brique* ne s'interdit pas de sortir de son territoire en enquêtant sur la fermeture de l'usine Sublistatic à Hénin-Beaumont.

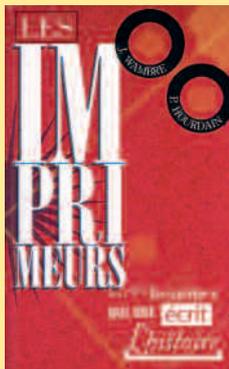
Les articles sont signés de pseudos (La Mite) ou de simples initiales. Le journal est édité par une association Les Amis de la Brique.

L'héritage du *Clampin libéré*, le mensuel créé à Lille au milieu des années 70, n'est pas revendiqué mais ce nouveau journal lillois affiche une ligne similaire de contre-information.

La Brique est vendue 1,50 €.

Imprimée en Belgique, elle est diffusée par des points de vente militants.

<http://labrique.lille.free.fr>



Les imprimeurs Les hommes qui ont écrit l'histoire

En 1965, lorsque l'imprimerie «Les petits fils de Léonard Danel» s'installe à La Chapelle d'Armentières, huit générations de la même famille se sont déjà succédé. C'est en effet en 1698 que Liévin Danel a pris la suite de l'imprimeur François Fiévet chez qui il avait été accueilli comme apprenti. Une

dynastie est en train de naître. Pour faire face à son développement, l'imprimerie Danel délaisse la Grand-Place de Lille pour la rue Impériale (Nationale), puis s'installe à Loos et enfin à La Chapelle d'Armentières où 1800 personnes fabriquent alors 200000 ouvrages par mois. Les Danel sont tous plus entreprenants les uns que les autres, Louis est le premier à importer des machines mécaniques, son neveu Léonard, condisciple de Faidherbe, est l'ami de Jules Vernes et de Jules Massenet, son beau-fils Bigo-Danel, par son dynamisme, gagne le surnom de «Napoléon de l'imprimerie»...

De la presse de Gutenberg à l'impression numérique, l'imprimerie n'est pas qu'une affaire de machines. Pour raconter son histoire, Jean Wambre et Philippe Hourdain, qui sont tous les deux des hommes de l'art, ont choisi de parler d'abord des «gens du métier»: les imprimeurs et les typographes bien sûr, mais aussi les créateurs de caractères, voire les éditeurs. Leur ouvrage, *Les imprimeurs. Les hommes qui ont écrit l'histoire*, dont chacun appréciera l'élégance de la mise en page, la pertinence d'une illustration abondante et la qualité de l'impression, réserve toujours des surprises comme cette rencontre avec un Balzac, désabusé, délaissant la littérature où le succès le boude pour se lancer dans l'aventure de l'édition et de l'impression. Si l'écrivain n'y fait pas fortune, son associé sut continuer et développer l'affaire qui perdure jusqu'en 1971. Dans cette galerie d'«hommes de plomb» à côté des Estienne, des Didot, des Mame, des Oberthur, voire des Casterman, le Lillois Charles-Joseph Panckoucke est en bonne place. Fils de l'imprimeur du premier périodique lillois, il donne, nous disent les auteurs, à l'édition et à la presse française une ampleur jamais égalée.

De la naissance de l'imprimerie au troisième millénaire, les chapitres se succèdent, courts, rythmés. L'ensemble se termine par un panorama des techniques et un glossaire. Qui aime les livres aimera cet ouvrage de passion qui aborde l'avenir de l'écrit avec espérance.

J.-P. V.

Jean Wambre et Philippe Hourdain, *Les Imprimeurs. Les hommes qui ont écrit l'histoire*, 346 p., 27,50 €.

Renseignements: Association Livres et Typographies, 9, quai de la Deûle 59118 Wambrechies



La Voix du Nord La grande braderie

«La Voix du Nord, c'est Dallas!» La plaisanterie a couru les couloirs du journal de la Grand-Place de Lille pendant une dizaine d'années. Aujourd'hui, devant l'immense gâchis à commencer par la perte de l'indépendance d'un des fleurons de la presse quotidienne, qui a encore envie d'en rire?

Derrière une façade policée, les dirigeants du grand quotidien d'information se sont livrés à une lutte sans merci pour le pouvoir, ramassé finalement en 1998 par le groupe belge Rossel pour le compte de la Socpresse. Depuis *La Voix du Nord* est passée entre les mains de Serge Dassault qui l'a revendue... à Rossel.

Dans *La Voix du Nord, La grande braderie*, André Soleau qui fut rédacteur en chef puis directeur général, donc l'un des principaux acteurs de cette tragi-comédie, livre sa version des faits. Cet ouvrage est d'abord son histoire, celle d'un garçon modeste, travailleur et ambitieux qui a su bénéficier d'opportunités pour passer d'employé de publicité sur route à directeur général. C'est aussi un livre où il règle ses comptes avec ses anciens colistiers, ses anciens amis, les syndicats de journalistes, les nouveaux dirigeants du journal. S'il faut mettre à son crédit la modernisation, accomplie à marche forcée du journal, à aucun moment, dans ce plaidoyer pro domo, il ne se remet pas en cause, oubliant qu'il avait, en 1998, en 2000, et plus tard encore, les moyens de dénoncer les turpitudes qu'il révèle aujourd'hui, faisant trop souvent preuve de dédain vis-à-vis de sa rédaction. Nul doute qu'un jour ou l'autre, ce livre entraînera une réplique d'autres protagonistes de cette grande braderie.

J.-P. V.

André Soleau, *La Voix du Nord. La grande braderie*, L'Harmattan, 19 €.

Une conférence sur les périodiques

Dans le cadre du cycle de conférences sur l'histoire des supports du patrimoine écrit et graphique, organisé par la bibliothèque municipale de Lille, durant le premier semestre 2007, Didier Queneutte, bibliothécaire, donnera une conférence sur les périodiques les 24 mai à 18h30 à la médiathèque du Vieux-Lille, 26 mai à 18h30 à la bibliothèque de Moulins et le 2 juin à 18h30 à celle des Bois-Blancs.

Renseignements complémentaires:

03 20 15 97 30 ou www.bm-lille.fr

l'abeille

Revue publiée par la Société des Amis de Panckoucke 13, rue du Château 59100 Roubaix ■ Ont participé à ce numéro: Bernard Grelle, Émile Henry, Frédéric Lépinay, Jean-Paul Visse et Philippe Waret ■ Maquette: Triangle Bleu ■ Abonnements (3 numéros): 10 € ■ Vente sur demande à la Société des Amis de Panckoucke ■ Avertissement: les textes sont publiés sous la responsabilité de leurs auteurs ■ L'ensemble doit être adressé sur disquette PC, logiciel Word ou à l'adresse électronique suivante: labeille5962@wanadoo.fr ■ Les photos qui accompagnent les textes doivent être libres de droit.